



CHAPITRE 110

Loi constituant la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu

[Sanctionnée le 22 juin 1979]

Préambule. ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la ville de Chambly et des villes de Marieville et Richelieu de constituer la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec décrète ce qui suit:

TITRE I

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Constitu-
tion. **1.** Une corporation publique ci-après désignée sous le nom de «Société» est par les présentes constituée sous le nom de «Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu».

Corpora-
tion. **2.** La Société est une corporation au sens du Code civil; elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Siège
social. **3.** La Société a son siège social dans la ville de Carignan, au numéro 3192 de la rue Ste-Thérèse; elle peut toutefois, par règlement, le transporter dans une autre localité avec l'approbation des corporations de la ville de Chambly et des villes de Marieville et Richelieu; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Revenus de
la Société. **4.** Tous les revenus de la Société servent à acquitter ses obligations, à exploiter, maintenir, améliorer, entretenir et gérer

sa centrale de traitement d'eau et son service de distribution de l'eau.

Compé-
ten-
ce terri-
toriale.

La Société a compétence sur le territoire de la ville de Chambly et des villes de Richelieu et Marieville.

Composi-
tion.

5. La Société se compose des municipalités de la ville de Chambly et des villes de Marieville et Richelieu.

Membres.

Chacune d'elles y est représentée par deux membres, dont le maire et un conseiller qu'elle désigne de temps à autre.

Remplace-
ment.

Au cas d'absence, de refus ou d'incapacité d'agir du maire, le maire suppléant le remplace.

Président.

6. La Société nomme un président parmi les maires y siégeant.

Mandat.

7. La durée du mandat du président est d'un an.

Devoirs du
président.

8. Le président de la Société préside les assemblées et dirige les débats. Il maintient l'ordre et le décorum.

Assem-
blées
publiques.
Quorum.

Les assemblées de la Société sont publiques.

9. La majorité des membres de la Société constitue le quorum pour l'expédition des affaires.

Décisions
à la
majorité.

10. La majorité des membres présents aux assemblées de la Société décide des questions et des matières qui y sont soumises.

Vote.

11. Chaque membre a droit à une voix et est tenu de voter. Le président a droit de vote mais n'est pas tenu de voter. Au cas de partage égal des voix, la décision est considérée prise dans la négative.

Intérêt.

12. Cependant, aucun membre ne peut voter sur une question dans laquelle il a par lui-même ou par son associé un intérêt. La Société, en cas de contestation, décide si le membre a un intérêt personnel dans la question et ce membre ne peut voter sur la question de savoir s'il est intéressé.

Secrétaire
et
trésorier.
Vérifica-
teur.

13. La Société nomme un secrétaire et un trésorier.

Elle nomme également au cours du mois de décembre de chaque année, un vérificateur pour vérifier ses livres et comptes pour l'année suivante.

Réunion.

14. La Société se réunit à la demande écrite ou verbale du président ou de deux de ses membres adressée au secrétaire.

Avis de
convoca-
tion.

Ce dernier dresse un avis de convocation indiquant sommairement les affaires qui seront soumises à l'assemblée. Une copie de l'avis à l'adresse de chacun des membres est mise à la poste au moins deux jours francs avant l'assemblée.

Prise en
considéra-
tion.

15. À une assemblée, ne peuvent être prises en considération que les affaires spécifiées dans l'avis de convocation, sauf si tous les membres de la Société sont alors présents et y consentent.

Renoncia-
tion à
l'avis.

16. Tout membre de la Société présent à une assemblée peut renoncer à l'avis de convocation.

Règle-
ments.

17. La Société peut adopter des règlements pour sa régie interne et la conduite de ses affaires.

Preuve.

18. Les procès-verbaux des séances approuvés par la Société et certifiés par le secrétaire font preuve des faits qui y sont énoncés.

Copie du
procès-
verbal.

19. Le secrétaire de la Société fait parvenir au greffier ou au secrétaire-trésorier de la ville de Chambly et des villes de Marieville et Richelieu, dans les quinze jours suivant son approbation une copie certifiée du procès-verbal de chaque assemblée.

Dépenses
autorisées.

20. Les membres de la Société ne reçoivent aucun salaire mais ils peuvent se faire rembourser les dépenses autorisées et réellement encourues dans l'exercice de leurs fonctions.

TITRE II

OBJETS ET POUVOIRS

Objet.

21. La Société a pour objet l'exploitation, l'entretien, le maintien et la gestion d'une centrale de traitement d'eau et d'un réseau de distribution d'eau construit pour les municipalités de la ville de Chambly et des villes de Marieville et Richelieu, sur le territoire de la ville de Carignan.

Pouvoirs.

22. La Société peut en outre construire, posséder, améliorer et utiliser sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance ou la possession des bâtiments, barrages, conduites ou autres ouvrages susceptibles d'améliorer son système de traitement et de distribution de l'eau ou contribuer à la construction ou à l'amélioration de tels ouvrages.

Acquisi-
tion.

23. La Société peut acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation tout immeuble, partie d'immeuble ou droit réel quelconque dont elle a besoin pour la réalisation de ses objets dans les

limites du territoire de la ville de Chambly et des villes de Marieville et Richelieu ou, sous réserve de l'article 41 de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) à l'extérieur de celui-ci, dans un rayon de quarante-cinq kilomètres, le tout sujet à la Loi de l'expropriation (1973, chapitre 38).

Mandataire.

24. La Société est réputée être le mandataire de chaque corporation municipale visée à l'article 5 aux fins du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 18 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50).

Administration.

25. La Société administre et gère les immeubles et ouvrages décrits à l'annexe et ceux nécessaires à la réalisation de ses objets que peuvent de temps à autre lui confier les municipalités de la ville de Chambly et des villes de Marieville et Richelieu.

Exploitation de la centrale de traitement d'eau.

26. La Société a également la garde, l'usage et la jouissance d'un barrage déversant en enrochement érigé dans la rivière Richelieu en amont de la ville de Chambly, du mobilier, de la machinerie, des moteurs et de l'équipement servant à l'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu.

Barrage.

Ledit barrage est plus amplement décrit sur des plans enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Rouville à Marieville sous le numéro 131294.

Aliénation des biens meubles ou immeubles.

27. La Société peut disposer de tout bien meuble dont la valeur n'excède pas 500 \$ suivant le rapport du trésorier; elle peut également disposer à titre onéreux, à l'enchère, par soumissions publiques ou de toute autre façon approuvée par la Commission municipale du Québec, de tout autre meuble et de tout immeuble quand elle n'en a plus besoin.

Devoir de la Société.

28. La Société doit alimenter en eau les municipalités visées à l'article 5.

Pouvoir.

La Société peut fournir de l'eau à toute corporation municipale ou personne qui lui en fera la demande, aux taux et conditions fixés par entente.

Soumissions publiques.

29. 1) À moins qu'il ne comporte une dépense inférieure à 25 000 \$, un contrat d'assurance ou un contrat pour l'exécution de travaux ou la fourniture de matériel ou de matériaux ou pour la fourniture de services autres que des services professionnels ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publiques par annonce dans un journal.

Délai.

2) Le délai pour la réception des soumissions ne doit pas être inférieur à huit jours.

- Condition. 3) Les soumissions ne seront demandées et les contrats qui peuvent en découler ne seront accordés que suivant l'une ou l'autre des bases suivantes:
- a) à prix forfaitaire;
 - b) à prix unitaire.
- Ouverture. 4) Toutes les soumissions doivent être ouvertes publiquement en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions.
- Présence à l'ouverture. 5) Tous ceux qui ont soumissionné peuvent assister à l'ouverture des soumissions.
- Déclaration. 6) Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.
- Soumission la plus basse. 7) La Société ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre des affaires municipales, accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse.
- Exception. 8) Toutefois, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention gouvernementale, il est nécessaire que le contrat soit accordé à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse, la Société peut, sans l'autorisation du ministre, accorder le contrat à la personne dont la soumission est la plus basse parmi celles qui satisfont à ces conditions, si cette soumission a été faite dans le délai fixé.
- Cas de force majeure. **30.** Dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ou de détériorer sérieusement les équipements de la Société ou ceux de ses mandants, le président peut décréter toute dépense qu'il juge nécessaire et octroyer tout contrat nécessaire pour remédier à la situation. Dans ce cas, le président doit faire un rapport motivé à la Société dès la première assemblée qui suit.

TITRE III

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

- Année financière. **31.** L'année financière de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.
- Budget. La Société dresse son budget chaque année pour le prochain exercice financier et le transmet pour adoption, avant le 1^{er} août, à la ville de Chambly et aux villes de Marieville et Richelieu.
- Entrée en vigueur. Si le budget de la Société n'a pas été adopté par la ville de Chambly et les villes de Marieville et Richelieu le 1^{er} octobre, il entre automatiquement en vigueur à cette date.

- 32.** Cependant, si le budget entre en vigueur automatiquement en vertu de l'article 31 sans avoir été adopté par le conseil de la ville de Chambly, des villes de Marieville et Richelieu, l'une d'elles peut s'adresser à la Commission municipale du Québec par requête signifiée à la Société et produite à la Commission au plus tard le 1^{er} novembre qui suit pour faire modifier en tout ou en partie ce budget.
- Audition des parties. La Commission municipale, après avis, entend la Société et les municipalités visées à l'article 5 qui en ont manifesté le désir; elle doit rendre sa décision avant le 1^{er} décembre qui suit.
- Pouvoir de la Commission municipale. **33.** La Commission municipale peut confirmer le budget ou le modifier. Elle ne peut cependant le modifier que si elle est convaincue qu'il comporte un préjudice sérieux pour les contribuables.
- Ordonnance homologuée. Elle peut ordonner le paiement à la partie qu'elle désigne du montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses encourues pour cet appel; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure selon leur juridiction respective; l'ordonnance ainsi homologuée est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement d'une telle Cour.
- Ordonnance interlocutoire. Elle peut également rendre toute ordonnance interlocutoire pour sauvegarder les droits des intéressés pendant l'instance.
- Budget supplémentaire. **34.** La Société peut en cours d'exercice dresser tout budget supplémentaire qu'elle juge nécessaire.
- Adoption. Le secrétaire doit transmettre, dans les 15 jours, à la ville de Chambly et aux villes de Marieville et Richelieu copie de ce budget, pour adoption.
- Entrée en vigueur. Si tel budget n'est pas adopté dans les soixante jours de sa transmission, il entre automatiquement en vigueur à l'expiration de ce délai; les articles 32 et 33 s'appliquent alors, en les adaptant, à ce budget supplémentaire.
- Emprunts. **35.** La Société peut, par règlement approuvé par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale du Québec, contracter des emprunts pour toutes les fins de sa compétence, par billets, obligations ou autres titres.
- Placements autorisés. **36.** Les obligations, billets et autres titres émis par la Société sont des placements autorisés au sens du paragraphe a de l'article 981o du Code civil.
- Responsabilité. **37.** Les municipalités visées à l'article 5 sont solidairement responsables envers les détenteurs d'obligations, billets et autres

titres émis par la Société, du remboursement de ces derniers, en principal, intérêts et autres accessoires, de même que de toutes autres obligations contractées par la Société envers ces détenteurs.

Signature. **38.** Les obligations, billets et autres titres de la Société sont signés par le président ou le secrétaire de la Société ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, par la personne désignée à cette fin par règlement de la Société.

Fac-similé de la signature. **39.** Le fac-similé de la signature du président peut-être gravé, lithographié ou imprimé sur les obligations et tel fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Fac-similé de la signature. Le fac-similé des signatures du président et du secrétaire de la Société peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les coupons d'obligations émises par la Société et tel fac-similé a le même effet que si les signatures elles-mêmes y étaient apposées.

Société liée. Bien qu'une personne dont la signature ou le fac-similé de signature a été apposé sur une obligation, un billet ou un autre titre de la Société ou sur un coupon en qualité de président ou de secrétaire de la Société, ait cessé d'agir en cette qualité avant que cette obligation, ce billet, ce titre ou ce coupon ne soit émis et livré, cette signature est néanmoins valide et lie la Société de la même façon que si cette personne avait continué à agir en cette qualité à la date de cette émission et de cette livraison et la signature ou le fac-similé de la signature des personnes agissant en cette qualité à la date de l'apposition de cette signature ou de ce fac-similé sur une obligation, un billet, un coupon ou un autre titre de la Société lie cette dernière bien qu'à la date de cette obligation, de ce coupon, de ce billet ou de ce titre, cette personne n'agissait pas en cette qualité.

Chèques. Le président et le trésorier signent les chèques émis par la Société. Le fac-similé de la signature du président et du trésorier peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les chèques avec le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Disponibilité des fonds. **40.** Les fonds appropriés par voie du budget pendant un exercice financier à des travaux déterminés restent disponibles pendant l'exercice suivant pour l'exécution de ces travaux, qu'ils soient commencés ou non.

Surplus ou déficit. **41.** Tout surplus ou déficit d'un exercice financier doit être porté aux revenus ou aux dépenses du budget de l'exercice suivant, conformément au rapport des vérificateurs, le tout sous réserve de l'adoption d'un budget supplémentaire.

Dépenses
de la
Société.

42. Les dépenses de la Société y compris celles résultant du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts sont à la charge de la ville de Chambly et des villes de Marieville et Richelieu.

Demande
de paie-
ment aux
municipa-
lités.

43. La Société transmet par la poste, au début de chaque trimestre, à chacune des municipalités visées à l'article 5, une demande de paiement indiquant la quantité d'eau fournie et le montant dû. Ce dernier est payable dans les trente jours qui suivent la mise à la poste de cette demande de paiement.

Quote-
part.

44. Chaque année, au mois d'octobre, ou, s'il y a appel, au plus tard le 15 décembre, la Société détermine par résolution la quote-part payable par chacune des municipalités visées à l'article 5 et leur en donne avis.

Calcul.

Cette quote-part est établie en proportion de la quantité d'eau fournie durant l'année financière précédente à chaque municipalité visée à l'article 5 par rapport à la quantité totale fournie dans la même période à ces mêmes municipalités.

Délai.

45. Chaque municipalité visée à l'article 5 doit, dans les soixante jours de la date de la réception de cet avis, payer à la Société le montant de sa quote-part. À l'expiration de ce délai, les contributions impayées porteront intérêt au taux prévu dans le budget.

Taxe
spéciale.

46. Chaque municipalité visée à l'article 5 peut, aux fins de payer la quote-part visée aux articles 44 et 45, imposer une taxe spéciale sur une ou plusieurs des bases prévues à l'article 522 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Disposi-
tions appli-
cables.

47. Les articles 24, 24a et 25 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170), les articles 2, 4 à 8, 12 à 43, 49 et 50 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171) s'appliquent, en les adaptant, à la Société.

Loi
applicable.

48. La Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) s'applique à la Société.

TITRE V

DISPOSITION TRANSITOIRE

Quote-part pour l'année financière de 1980.

49. Pour les fins du budget de l'année financière de 1980, le trésorier de la ville de Chambly détermine, par certificat, la quantité d'eau réellement fournie à chaque municipalité visée à l'article 5 en vue d'établir la quote-part prévue à l'article 44.

Entrée en vigueur.

50. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

DÉSIGNATION

En référence au cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly, division d'enregistrement de Chambly, ville de Carignan

a) Les lots 315-209, 315-210, 315-211, 315-1763, 315-1764, 315-1765 et 315-1766;

b) La partie du lot originaire 315 bornée comme suit: au nord par le prolongement de la ligne nord du lot 315-1759, à l'est par les lots 315-1759 à 315-1766, au sud par les lots 315-209 et 315-210 et à l'ouest par le lot 315-211;

c) La partie du lot 315-208 située à l'ouest de la route No 223;

d) Une lisière de terrain mesurant en largeur quatorze (14) pieds m.a. par toute la profondeur comprise entre la route No 223 et la rivière Richelieu, cette lisière de terrain se composant d'une partie du lot 315-207, d'une partie d'un ancien chemin public sans désignation cadastrale et d'une partie du lot originaire 315 et étant bornée comme suit: à l'ouest par la route No 223, au nord par le résidu du lot 315-207, le résidu de cet ancien chemin public et le résidu dudit lot originaire 315, à l'est par la rivière Richelieu et au sud par le lot originaire 317.

Avec toutes les constructions y érigées, et notamment une centrale de traitement d'eau, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.